



Communiqué de presse

Un 17 octobre massif entre colères, répressions et violences

Les énormes manifestations du 17 octobre ont montré l'ancrage de la colère de la jeunesse, son expansion à une colère sociale plus large et l'escalade du pouvoir dans sa surdité comme dans sa dangereuse stratégie du maintien de l'ordre.

Ainsi, à Toulouse, la police a attaqué le carré de tête syndical et blessé les premières responsables départementales. Alors que la manifestation avait été déposée en préfecture par la CGT et la FSU, et qu'elle était organisée et pacifique, le choix a clairement été celui de la répression.

La police a fait usage de grenades de désencerclement en visant le carré de tête syndical. Les deux co-secrétaires départementales de la FSU, Charlotte Andrieu et Alexandra Nougarede, une membre du bureau départemental de l'union départementale de la CGT, Pauline Salingue, et la secrétaire générale de la CGT Services Publics, Natacha Pommet, ont été blessées. Des membres des services d'ordre de la FSU et de la CGT également. Les quatre représentantes syndicales ont été évacuées. La FSU leur apporte tout son soutien. Elle exige que toute la lumière soit faite sur ces violences inacceptables et que les responsables à tous les niveaux soient sanctionnés.

Après les coups contre le carré de tête de la manifestation lyonnaise le 13 octobre, c'est la deuxième fois en quelques jours que des militant·es syndicaux sont visé·es et blessé·es par les forces de l'ordre. Plus globalement, de nombreux faits et témoignages confirment que le mouvement des jeunes est l'objet d'une répression policière inacceptable, appuyée par les propos irresponsables du ministre de l'Intérieur, qui légitime une réponse policière et judiciaire disproportionnée face à une mobilisation de jeunes mineur·es et majeur·es.

Aujourd'hui, à Paris comme dans de nombreuses villes, les forces de l'ordre sont intervenues avant même le début des manifestations, nassant les manifestant·es et les noyant à coup de lacrymogènes.

La FSU dénonce une stratégie qui met à mal l'exercice de libertés fondamentales, à commencer par celles de manifester, dans des cadres posés et organisés.

Aux abois, le gouvernement s'enferme dans une stratégie dangereuse, amalgamant les mobilisations des lycéen·nes et étudiant·es, des salarié·es, des parents d'élèves et des retraité·es avec les agissements violents d'une minorité que la FSU condamne. Ce choix irresponsable qui traite un mouvement social légitime comme des « violences urbaines » ne peut qu'aggraver la situation sociale et affaiblir la démocratie, en invisibilisant les revendications qui s'expriment avec force, après 10 ans de macronisme qui laissent le pays dans un état économique et social désastreux.

Se mobiliser, exprimer des revendications, manifester pacifiquement sont des droits fondamentaux qui doivent être respectés. Une profonde aspiration à l'égalité, à la justice sociale, fiscale et environnementale traverse le pays. Le gouvernement doit cesser d'y répondre par la violence, quelle qu'elle soit et doit entendre les revendications légitimes de la jeunesse et du monde du travail.

Dès maintenant, la FSU appelle à préparer la journée du 5 novembre pour en faire une puissante journée de grève et de manifestations pour les salaires et les pensions, les services publics, et la rupture écologique.

Bagnolet, le 18 octobre 2026